

**Allocution devant le Conseil de direction de la
Fédération internationale
Genève, 1er décembre 2010**

**Dr Massimo Barra
Président – Commission permanente**

C'est pour moi un honneur et un plaisir de prendre à nouveau la parole devant vous et de vous informer sur les travaux menés par la Commission permanente. Dans l'intervalle écoulé depuis notre dernière rencontre, nous avons commencé à préparer les réunions très importantes que le Mouvement tiendra l'an prochain. En effet, le Conseil des Délégués et la XXXIe Conférence internationale auront lieu dans moins d'un an, immédiatement après votre Assemblée générale, en novembre 2011.

Quand j'ai rencontré les Sociétés nationales lors de différentes conférences, j'ai constaté qu'elles souhaitent vivement être associées à la planification de ces réunions. Je crois que c'est là une conséquence naturelle du renforcement notable de leurs capacités. Elles veulent prendre part à la prise de décisions, là où les ordres du jour sont établis et les résultats du Conseil et de la Conférence mis au point. Il nous appartient de veiller à ce qu'elles puissent le faire, dans des conditions qui soient acceptables pour elles.

En septembre, les membres de la Commission ont débattu des points à inscrire éventuellement aux ordres du jour du Conseil et de la Conférence, à laquelle participent aussi nos principaux partenaires – les États. Au cours des prochains mois, nous devons cibler et clarifier nos priorités afin que les projets provisoires d'ordre du jour soient prêts en mars. Nous devons garder à l'esprit ce que nous ont dit les Sociétés nationales et les États : être clairs et précis, et ne pas surcharger l'ordre du jour, même si cela semble parfois difficile.

Permettez-moi d'essayer de résumer en quelques minutes ce que nous envisageons. Je commencerai par le Conseil.

Les armes nucléaires font l'objet d'une attention grandissante de la part du « monde politique », à l'extérieur de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elles sont aussi, indéniablement, une préoccupation humanitaire essentielle. C'est pourquoi une prise de position du Mouvement, qui mettrait en évidence les coûts humains et la difficulté de concilier l'emploi des armes nucléaires avec le droit international humanitaire, pourrait nous aider dans nos activités de diplomatie humanitaire auprès de diverses instances nationales et internationales.

Les ateliers de Nairobi ont recommandé que le Conseil examine la coopération du Mouvement avec les acteurs externes et donne des orientations aux Sociétés nationales opérant dans des situations de conflit armé et autres situations de violence. Il y a aussi le processus d'examen et de révision des Principes et règles de secours Croix-Rouge et Croissant-Rouge. Vous déciderez s'ils doivent être soumis au Conseil pour adoption.

Comment pouvons-nous préserver au mieux notre patrimoine Croix-Rouge et Croissant-Rouge ? L'idée d'un débat sur ce point découle du sentiment qu'une attention accrue doit être portée à la préservation et à la sauvegarde de notre patrimoine historique et culturel. L'objectif serait de consacrer des efforts et des

ressources à la préservation et à la diffusion de notre patrimoine, en coopération avec le Musée de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ici à Genève. Je tiens à souligner personnellement combien c'est important. Nous risquons de perdre notre histoire et notre mémoire institutionnelle, notamment en raison de la rotation constante dans les Sociétés nationales et à Genève.

Vous vous souviendrez de l'étude exhaustive sur l'emblème qui a été présentée à Nairobi. Certaines Sociétés nationales ont indiqué être préoccupées par le fait que les règles strictes régissant l'usage de l'emblème compliquent considérablement le marketing lié à une cause et le positionnement. Il a été proposé de débattre des défis liés à cet usage, de collecter les meilleures pratiques et de faire connaître les solutions élaborées par les Sociétés nationales.

Enfin et surtout, il y a la Stratégie pour le Mouvement. Adoptée en 2001, elle aura 10 ans l'an prochain et nous pensons qu'il serait raisonnable d'assumer que les objectifs et les actions qui y sont définis ont maintenant été réalisés.

Nous avons demandé qu'une évaluation soit faite de la réalisation des objectifs stratégiques et des résultats attendus des 10 actions. Les conclusions, ainsi que les recommandations relatives à une nouvelle stratégie ou à des lignes directrices stratégiques, seront soumises à l'attention du Conseil des Délégués.

La Stratégie appelait les Sociétés nationales à examiner leurs statuts et, au besoin, à les réviser d'ici à 2010. Toutes les Sociétés nationales n'ont pas achevé ce processus, et il nous faudra peut-être décider de poursuivre l'examen.

En outre, la Stratégie appelle à renforcer le dialogue et les consultations au sein du Mouvement par le biais d'une meilleure utilisation des forums existants, de nos réunions, ainsi que d'une coordination et d'un alignement améliorés des ordres du jour des réunions statutaires et autres. Ce n'est pas un point nouveau ; comme vous le savez, les travaux relatifs à l'action 4 se poursuivent.

Je suis très heureux que Steve Carr, qui est membre de la Commission, collabore avec votre Groupe consultatif sur les réunions du Mouvement. Le Groupe s'est réuni lundi dernier seulement, mais je suis convaincu que Steve a communiqué les conclusions que nous avons réunies jusqu'à présent, notamment sur la question capitale d'un meilleur alignement entre l'Assemblée générale et le Conseil des Délégués. À cet égard, nous pouvons démontrer que nous sommes attentifs à la nécessité d'un changement véritable et aux attentes clairement manifestées par les dirigeants des Sociétés nationales à ce sujet.

Before moving to the plans for the Conference, I will mention one more item, which will be on the agenda at both the Council and the Conference. It is the implementation report on the MoU between Palestine Red Crescent and the Magen David Adom in Israel. It is crucially important that we can report progress, or even better, full implementation! Presently there is still much to be desired. No efforts should be spared to encourage all parties involved to fully implement. It would significantly ease the road towards successful meetings next November. I am personally committed, as are all the SC members, to work for real progress in this issue because it also influences the humanitarian wellbeing of the people in the now affected region.

In the interest of continuity, the Conference will build on the outcomes of the successful 2007 Conference. As you recall, the Declaration "Together for Humanity" addressed major humanitarian challenges concerning environment, international migration, urban violence and health. Regarding the latter, the Standing Commission acknowledged, on my initiative, the important part drugs and drug trafficking play in urban violence. That issue could be addressed within the context of either urban violence or health.

The general aim in planning the Conference was to reinforce partnerships, as highlighted at the previous Conference, and work to mitigate increasing vulnerabilities in all areas of our work. The role of the Movement components, in particular National Societies, was well recognized in 2007 as valued partners to governments. That role can still be reinforced in an even stronger recognition in critical areas of cooperation with States and, ideally, also in increased financial support.

Moving to concrete agenda items, we are discovering interesting elements coming from a comprehensive ICRC study on the current state of IHL. The study has revealed that humanitarian law does not always respond fully to actual humanitarian needs. Concerns in certain areas result from gaps or weaknesses, which require further development or clarification.

Ultimately, states have to be involved when humanitarian law is reviewed by way of treaties or additional protocols. I'm confident that States will show great interest in the gaps that the study has revealed, which involve areas like protection for persons deprived of liberty, especially in situations of non-international armed conflict; implementation of humanitarian law and reparation for victims of violations, protection of the natural environment and protection of internally displaced persons. From a Red Cross/Red Crescent humanitarian viewpoint, they are all highly relevant issues.

The 31st Conference coincides with the tenth anniversary of the first "International Year of Volunteers." Volunteering is at the heart of our Movement and volunteers are working on all fronts. The Conference is a good opportunity to talk about conditions for volunteer work and to recognise their importance and their contributions, and to promote essential legal tools to encourage volunteering.

For disaster response issues, the previous Conference addressed "facilitation and regulation of international disaster relief" or IDRL as we say. There still remains the need for better-prepared and swifter systems for implementing the guidelines, as we have learnt from major disasters. The Federation has worked with some states and National Societies to make the IDRL Guidelines better known and used. Pilot projects are bearing fruit but we need to do more. The Conference provides the chance to look at progress and new tools also in this area of work.

Legal issues are often obstacles in finding shelter solutions, as seen for example in Haiti. It is a relevant area to discuss with States as they have to be involved to rectify the situation, which affects thousands of people and has turned into a real humanitarian challenge.

Pledges are again welcome! They are popular with National Societies and States alike and even observers can join. We hope they will be linked to the main themes – how to address increasing vulnerabilities and strengthen partnership between RCRC and States to overcome the challenges.

Ownership and agreement that we discuss really relevant issues for all Movement components as well as for States are prerequisites for an effective Council and Conference. We will continue to consult National Societies as well as States to ensure that this is the case. The Commission will soon invite a select Group of Ambassadors and take every opportunity to get feedback from the Societies as well.

In conclusion I remind you that the SC Newsletter is on our website and should have reached you at home as well. It has more detailed information on these plans. I encourage you to send your thoughts to the Commission or to the ICRC or the Federation Secretariat. It will be valuable for the Commission when it has to decide on the agendas in March.

Thank you for your attention and I wish you success in your deliberations.